
Introduction : Le Canada conservateur de Stephen Harper

Stephen Harper's Conservative Canada

Laurence Cros



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/eccs/484>

DOI : 10.4000/eccs.484

ISSN : 2429-4667

Éditeur

Association française des études canadiennes (AFEC)

Édition imprimée

Date de publication : 1 juin 2015

Pagination : 7-24

ISSN : 0153-1700

Référence électronique

Laurence Cros, « Introduction : Le Canada conservateur de Stephen Harper », *Études canadiennes / Canadian Studies* [En ligne], 78 | 2015, mis en ligne le 01 juin 2016, consulté le 02 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/eccs/484> ; DOI : 10.4000/eccs.484

INTRODUCTION : LE CANADA CONSERVATEUR DE STEPHEN HARPER

Laurence CROS
Université Paris-Diderot¹

En 2004, Stephen Harper est devenu le chef d'un parti conservateur canadien refondé, avant de conquérir le pouvoir en 2006 par une courte victoire qui ne lui assurait qu'un gouvernement minoritaire. En 2008, les élections fédérales se soldèrent par l'établissement d'un deuxième gouvernement Harper, toujours minoritaire, avant la grande victoire de 2011 qui, enfin, lui permit de mettre en place un gouvernement majoritaire.

Début 2015, alors que l'échéance des quatre ans de mandat approchait et laissait prévoir de nouvelles élections fédérales au plus tard le 19 octobre 2015, nous avons souhaité explorer la question de savoir si Stephen Harper, au pouvoir de 2006 à 2015, c'est-à-dire atteignant presque la durée symbolique d'une décennie, avait changé le Canada.

Nous n'étions pas les seuls à nous poser cette question. Le 5 juin 2013, lors du Congrès des sciences humaines du Canada, une table ronde a réuni des historiens et politologues canadiens renommés pour discuter du thème : « L'histoire sous Harper : Initiatives d'identité fédérale dans le Canada aux couleurs conservatrices ». Il s'agissait là d'une tentative du monde universitaire de réfléchir au nouveau Canada que les Conservateurs tentaient de promouvoir, un Canada que Stephen Harper a défini en ces termes lors de sa victoire aux élections fédérales de mai 2011 :

Il y a un esprit dans ce pays, le véritable esprit, le véritable caractère du peuple canadien ; un voisin plein de compassion, un guerrier plein de courage, un partenaire plein d'assurance : voilà l'esprit du Canada que je connais. (HARPER 2011a)

Le monde des médias s'est penché également sur la question, avec deux reportages de *Radio Canada* consacrés au Canada de Stephen Harper. Le 19 octobre 2014, l'émission « Désautels le dimanche » tentait de répondre à cette question : « Issu de l'Alberta, le conservatisme de Stephen Harper a-t-il réussi à transformer le Canada ? » Le 10 novembre 2014, le *Téléjournal* proposait une

¹ LARCA, UMR 8225, Sorbonne Paris Cité

série de six reportages pour faire un bilan des années Harper et mesurer « qu'est ce qui a changé ».

Pourquoi faut-il se demander si Stephen Harper, plutôt que tout autre premier ministre canadien, a changé le Canada ? Après tout, durant la période où Stephen Harper a été au pouvoir, le Canada n'a pas vécu l'un de ces grands événements historiques, comme la Confédération, une guerre mondiale, la crise des années 1930, susceptibles de modifier durablement les institutions, les mentalités ou l'identité nationale. Trois facteurs néanmoins incitent à se poser cette question :

1. Les gouvernements de Stephen Harper ont marqué le retour au pouvoir des Conservateurs après une longue période libérale ; les prochaines élections seront déterminantes pour savoir s'il s'agit d'une réorientation conservatrice pérenne ou si le pays va retourner à la tradition libérale ancrée pendant si longtemps.
2. Stephen Harper a refondé le parti conservateur et représente à bien des égards un nouveau type de conservatisme canadien.
3. Enfin, Stephen Harper ambitionne ouvertement de changer l'identité canadienne et de faire du Canada un pays conservateur.

1 - Une remise en cause de la domination libérale au Canada ?

Depuis la Confédération de 1867 jusqu'à la victoire électorale de Harper en 2006, le Parti libéral du Canada a été au pouvoir pendant à peu près 81 ans, contre 55 ans pour les Conservateurs. De façon plus frappante encore, au XX^e siècle, les Libéraux ont été au pouvoir pendant près de 70 ans, contre seulement une trentaine d'années pour les Conservateurs. Autant dire qu'à part au début de son histoire, avec la grande figure de Sir John A. Macdonald, ce sont surtout les Libéraux qui ont façonné le Canada moderne. Stephen Harper est tout à fait conscient de cette réalité :

Progressive conservative majority governments have been exceptional. For the past century Canada has been usually governed by the Liberal party, and during most of that time the opposition has been weak and divided. (FLANAGAN ET HARPER 1998 : 173)

En quoi consiste exactement la vision libérale du Canada ? Jusque vers les années 1950, elle se caractérise par un affaiblissement du pouvoir fédéral aux profits des provinces, une prise de distance par rapport à la Grande-Bretagne et

INTRODUCTION

un moindre attachement à la monarchie. Dans les années 1960 and 1970, les historiens Donald Creighton et William Morton, ou le philosophe George Grant, rejettent le récit libéral de l'histoire du Canada, dont l'expression la plus achevée est l'ouvrage d'Arthur Lower, *Colony to Nation* (1946), et qui se caractérise avant tout par la recherche de l'indépendance vis-à-vis de la Grande-Bretagne menée par les premiers ministres libéraux Wilfrid Laurier et William Lyon Mackenzie King. Pour ces penseurs conservateurs, cette évolution constitue une trahison de la vision originelle de la Confédération, celle de Sir John A. Macdonald, et a mené à une inquiétante américanisation du Canada.

À ces caractéristiques, s'ajoutent plusieurs éléments cruciaux introduits par les Libéraux pendant la deuxième moitié du XX^e siècle : construction d'un État-providence avec une économie organisée selon des principes keynésiens, internationalisme et multilatéralisme en politique étrangère, mise en place du bilinguisme et du multiculturalisme, et adoption de la Charte des droits et libertés.

Voilà, résumés très rapidement, les grands traits du Canada façonné par le « long siècle libéral » (WHITAKER 2014 : 218) dont hérite Stephen Harper lorsqu'il arrive au pouvoir en 2006.

Certes, ce siècle libéral n'a pas été ininterrompu. Il y a eu plusieurs parenthèses conservatrices importantes, celles de Robert Borden, de John Diefenbaker, et de Brian Mulroney. Mais elles n'ont pas remis en cause de façon pérenne la vision libérale du Canada. La plus récente, celle de Brian Mulroney, est très importante d'un point de vue historique, du fait de l'adoption de l'accord de libre-échange avec les États-Unis, qui représente une véritable révolution pour le Canada (révolution symbolique et psychologique plus que concrète, puisque l'accord n'a fait qu'entériner une évolution économique ancienne et irréversible). Néanmoins, ironiquement, cette révolution introduite par un Conservateur ne représente pas une remise en cause de la vision libérale du Canada. Historiquement, c'est le Parti libéral qui a été le champion du libre-échange, alors que le Parti conservateur l'a toujours combattu. L'initiative de Mulroney ne représente donc pas une transformation conservatrice du Canada, mais plutôt une refondation (voire, selon certains commentateurs, une trahison) des Conservateurs canadiens.

La période que Stephen Harper aura passée au pouvoir au moment des élections de 2015 sera de neuf ans, c'est-à-dire à peu près autant que Brian Mulroney.

Ses mandats seront-ils, comme ceux de Mulroney, une brève parenthèse dans le récit libéral du Canada ou marquent-ils le début d'une véritable réorientation conservatrice ? Et dans ce cas, de quel conservatisme s'agit-il exactement ?

2 - Stephen Harper et le renouvellement du conservatisme canadien

Le Parti conservateur du Canada de Stephen Harper est né en 2003 de la fusion de l'Alliance canadienne (elle-même héritière du Parti réformiste) et des Progressistes-Conservateurs. Il combine donc l'héritage de ces deux partis et les grandes réorientations subies par le conservatisme canadien dans les années 1980.

Historiquement, les Conservateurs canadiens, héritiers du Parti conservateur de Sir John A. Macdonald (appelé à l'origine Parti libéral-conservateur), se caractérisaient par la fidélité à la Grande-Bretagne et l'attachement à la monarchie, un certain anti-américanisme, la célébration des valeurs de « paix, ordre et bon gouvernement », une vision organique d'une société interdépendante, le respect de la tradition, le soutien à un État fédéral fort, et une tradition d'interventionnisme économique et de protectionnisme. Il s'agit d'une droite paternaliste plutôt que libérale (IVES 2009 : 23-27), fortement ancrée dans la philosophie d'Edmund Burke (BOILY 2009 : 37 ; FLANAGAN ET HARPER 1998 : 176).

En 1942, alors que le parti peine à contrer la suprématie des Libéraux, il prend un virage à gauche et se renomme Parti progressiste-conservateur. Dans les années 1960 émerge, à travers les travaux de Gad Horowitz et Charles Taylor, l'étiquette de « red Tory » ou « radical Tory », qui exprime le fait que tous les conservateurs, de Macdonald à Diefenbaker, sont plus ou moins en faveur d'un État fort et d'un gouvernement interventionniste pour préserver l'indépendance économique du Canada face aux États-Unis, et partagent une vision organique et collectiviste de la société. Ces caractéristiques les rapprochent des Sociaux-Démocrates canadiens, avec qui ils partagent également une méfiance envers la célébration du profit et de l'individualisme qui forme le fondement du conservatisme américain.

Les années 1980 ont cruciales pour l'évolution du conservatisme au Canada. Tout d'abord elles voient une réorientation majeure des Progressistes-Conservateurs. Aux élections fédérales de 1984, le Parti progressiste-conservateur de Brian Mulroney reçoit le soutien de l'Ouest canadien en promettant la mise en place du libre-échange et celui du Québec en promettant

INTRODUCTION

une renégociation de la Constitution. D'un point de vue économique, l'abandon du protectionnisme anti-américain, allié à un programme favorable à l'entreprise privée qui se traduit par la privatisation des sociétés d'État, marque la fin de la tradition « red Tory ».

L'autre élément crucial des années 1980 est l'émergence d'un nouveau parti, le Parti réformiste (1987). Il s'agit avant tout d'un parti de l'ouest, héritier du Parti Crédit Social créé en 1935 par William Aberhart, populiste de droite qui exploite le sentiment que l'Ouest et surtout l'Alberta sont exploités par le Canada du centre. Le fondateur du Parti réformiste, Preston Manning, est le fils d'Ernest Manning, leader du Crédit Social et premier ministre de l'Alberta de 1943 à 1968. À bien des égards, le Parti réformiste est davantage un parti populiste qu'un parti conservateur (FLANAGAN ET HARPER 1998 :178-179). Il s'adresse à la frustration de tous les citoyens de l'Ouest qui se sentent oubliés par Ottawa, quelle que soit leur orientation politique ; son slogan est « The West Wants In ». Le Parti réformiste exploite l'impression que le Québec était depuis vingt ans l'enfant gâté de la politique fédérale, ainsi que le ressentiment vis-à-vis de politiques perçues comme des tentatives d'apaisement envers le Québec, comme la mise en place du bilinguisme fédéral. Le Parti réformiste est aussi un parti très socialement conservateur, qui soutient des positions extrémistes contre l'avortement et les homosexuels ; il a une dimension évangélique, héritée du Crédit Social et qui le prend proche de la droite chrétienne américaine. Enfin, le Parti réformiste est en faveur d'une politique de conservatisme fiscal (réduction des dépenses publiques, équilibre des budgets, remboursement de la dette, soutien à la libre entreprise).

Le Parti réformiste est un parti éphémère puisque dès 2000 il est remplacé par l'Alliance canadienne, dont Stephen Harper devient le chef en mars 2002. Néanmoins son influence comme voix historique de l'Alberta, apôtre du conservatisme fiscal et de l'individualisme, est cruciale pour comprendre le nouveau Parti conservateur de Stephen Harper.

La création de ce nouveau parti est rendue possible par l'effondrement du Parti progressiste-conservateur à partir de 1993. Le parti perd le soutien du Québec, auquel il avait promis des aménagements de la Constitution qui échouent à deux reprises (accord du lac Meech, accord de Charlottetown). Il subit à l'Ouest la concurrence du Parti réformiste puis de l'Alliance canadienne. Incapables dans les dix années qui suivent de retrouver la faveur des électeurs, en octobre 2003 les Progressistes-Conservateurs finissent par accepter de former un nouveau parti avec l'Alliance canadienne. Le Parti conservateur du

Canada naît en décembre 2003 et Stephen Harper en devient le chef lors du congrès de mars 2004.

Le nouveau Parti conservateur, à bien des égards, est davantage l'héritier de l'Alliance canadienne que des Progressistes-Conservateurs, comme en témoigne le départ symbolique du nouveau parti de Joe Clark, figure historique des Progressistes-Conservateurs (IVES 2009 : 30). Si les Progressistes-Conservateurs s'étaient convertis au libre-échange et la libre entreprise, ils restaient progressistes d'un point de vue sociétal et convaincus de la nécessité de défendre le Québec pour protéger l'unité nationale. Le conservatisme fiscal de l'Alliance canadienne leur était donc moins étranger que son conservatisme social et un certain ressentiment envers le Québec, voire même à la politique de bilinguisme.

Quels sont les principes idéologiques du Parti conservateur du Canada de Stephen Harper ? Il est intéressant de noter que si certains d'entre eux n'ont plus rien à voir avec le conservatisme tory historique, d'autres témoignent au contraire d'une volonté de retour à des positions tory traditionnelles :

- Cela commencer par le néo-libéralisme/conservatisme fiscal inspiré de Friedrich Hayek, qui a fortement influencé l'École de Calgary, où Harper a passé ses années de formation dans le Département d'économie (BOILY 2009 : 42-43 ; IPPERCIEL 2012 : 29), et qui appelle à la réduction des impôts, la baisse des dépenses publiques, la recherche de l'équilibre budgétaire, le développement du libre-échange, la régulation par le marché et la libre entreprise. C'est dans ce domaine que le parti de Stephen Harper se démarque le plus du conservatisme traditionnel « red tory », caractérisé par l'interventionnisme étatique et le protectionnisme. Il faut noter néanmoins que cette réorientation a été initiée dès les années 1980 par les Progressistes-Conservateurs, et que dans une large mesure elle a aussi été adoptée par le Parti libéral du Canada dès les années 1990. De ce point de vue, il est exact de dire que les valeurs conservatrices se sont renforcées au Canada, et cela avant même l'arrivée au pouvoir de Stephen Harper (FLANAGAN ET HARPER 1998 : 170). Comme le dit Harper lui-même en 2003, le conservatisme économique ne doit donc pas être la préoccupation essentielle des Conservateurs, car la bataille est déjà presque gagnée (HARPER 2003 : 7).
- Toujours inspirée de Hayek, la priorité est donnée à une vision individualiste de la société, qui met en avant les valeurs de responsabilité

INTRODUCTION

personnelle, d'initiative individuelle et de *self-reliance* (IPPERCIEL 2012 : 28-29) Il s'agit là d'une vision à l'opposé de celle des Tories canadiens traditionnels, qui en avaient au contraire une vision collectiviste et organique (IVES 2009 : 30). À bien des égards, cette vision sous-tend la perception conservatrice actuelle du multiculturalisme, perçu non comme la défense des droits collectifs de groupes culturels, mais comme la défense de la primauté des droits individuels permettant à tous les membres d'une société diverse et plurielle de s'épanouir librement et à leur guise (BERCUSON ET COOPER 2001 : 168).

- On peut ajouter la conviction qu'il existe un ordre moral transcendant et qu'il est nécessaire de « vivre selon le Bien » (BOILY 2009 : 38-39). Cette tendance est caractéristique du néo-conservatisme et a été développée par plusieurs membres éminents de l'École de Calgary comme David Bercuson ou Barry Cooper (BOILY 2009 : 44). Ce point a été longuement développé par Harper, alors chef de l'Alliance, dans un article de juin 2003, où il appelle à une redécouverte du conservatisme de Burke, qui met selon lui l'accent sur les valeurs morales et sociales. Il appelle à la défense de l'ordre, de la morale, de la famille, de la tradition, et en politique étrangère, la défense des valeurs occidentales (démocratie, liberté individuelle et libre entreprise). Par contraste, il condamne ce qu'il appelle le nihilisme libéral, caractérisé par « la neutralité morale, le relativisme moral et l'équivalence morale » (HARPER 2003 : 7).
- Pour terminer, on peut évoquer également la célébration d'une identité canadienne conservatrice, militariste et monarchiste, qui aurait été détruite par un siècle de pouvoir libéral. Il s'agit d'un retour intéressant à la tradition conservatrice du XIX^e siècle et du début du XX^e siècle.

3 - La volonté de Stephen Harper de changer l'identité canadienne et de faire du Canada un pays conservateur

En parallèle à ce travail de refondation de la tradition conservatrice au Canada, la pensée de Stephen Harper se caractérise par sa volonté profonde de faire du Canada un pays conservateur, ou plus exactement, comme il le dit, de faire redécouvrir au Canada sa véritable nature conservatrice, érodée par un siècle de lavage de cerveau libéral. Peu de temps après sa victoire de 2011, il exprime de façon jubilatoire (et peut-être optimiste) sa conviction d'être parvenu à ce but :

I believe the long Liberal era is genuinely, truly ending. As with disco balls and bell bottoms, Canadians have moved on [...] We are moving Canada in a Conservative direction, and Canadians are moving in that direction with us. Conservative values are Canadian values. Canadian values are Conservative values (...) they always were. And Canadians are going back to the party that most closely reflects who they really are: the Conservative Party, which is Canada's party. (HARPER 2011)

Stephen Harper a consacré sa carrière politique à reconstruire la droite canadienne, à la porter au pouvoir, et à l'y maintenir suffisamment longtemps pour refonder en profondeur l'identité canadienne. Assistant parlementaire d'un député progressiste-conservateur avant d'être député du Parti réformiste puis chef de l'Alliance canadienne, il a connu de près toutes les variantes de la droite canadienne. Ses profondes convictions idéologiques ne l'empêchent pas de faire preuve d'un grand pragmatisme, qui a permis son succès en politique.

Le premier défi que Stephen Harper a remporté a été la difficile reconstruction de la droite canadienne grâce à la fusion des Progressistes-Conservateurs et de l'Alliance canadienne. Celle-ci n'a été possible que lorsque Stephen Harper a remplacé Stockwell Day (évangéliste de l'ouest démonisé par les médias pour ses positions religieuses) comme chef de l'Alliance canadienne, ce qui a permis de débarrasser le parti de son côté populiste et réactionnaire. Dès 1998, Harper avait conscience que le populisme du Parti réformiste rendait impossible la consolidation des droites au Canada (HARPER ET FLANAGAN 1998 : 186). Sa stratégie pour unir les conservateurs est de parvenir à réconcilier ceux qu'il appelle les « néo-cons » (les conservateurs économiques ou néo-libéraux inspirés par Hayek, qui mettent en avant la liberté individuelle, la loi du marché, un gouvernement réduit) et les « théo-cons » (les conservateurs traditionnels inspirés par Burke, qui mettent l'accent sur l'ordre social, la tradition et les valeurs morales et religieuses) (HARPER ET FLANAGAN 1998 : 175-176 ; HARPER 2003 : 7).

De même, Harper a prouvé qu'il est capable de compromis pour gagner les élections. Cet aspect apparaît clairement lorsqu'on compare les campagnes électorales de 2004 et 2006. En 2004, le nouveau Parti conservateur, encore mal organisé et peu discipliné, souffre des remarques de certains candidats remettant en cause l'accès à l'avortement, le mariage homosexuel, le bilinguisme fédéral, voire le système de santé. Deux ans plus tard, le parti a fait un gros effort pour évoluer vers le centre et ne pas effrayer l'électorat. Cela témoigne de la capacité à modérer un discours conservateur pur et dur, pour

INTRODUCTION

préserver des institutions trop fortement ancrées dans la culture canadienne pour espérer conquérir le pouvoir si on les remet en question, comme le système public de santé, le multiculturalisme ou le bilinguisme (IPPERCIEL 2012 : 29).

Comme Harper l'écrit à plusieurs reprises, sa stratégie n'est pas seulement de prendre le pouvoir, mais de durer suffisamment longtemps pour s'installer dans l'esprit des Canadiens et les amener à redécouvrir les valeurs conservatrices. Il prévient les Conservateurs que les progrès seront « incrémentiels », car c'est la seule méthode qui peut fonctionner dans un système démocratique, et qu'il faudra se satisfaire d'un lent déplacement vers la droite (HARPER 2003 : 8). Cette stratégie de l'« incrémentalisme » a été élaborée par Tom Flanagan, économiste de l'École de Calgary et mentor de Stephen Harper, et permettra une mutation en profondeur de l'identité canadienne, en procédant graduellement et par petites touches (IPPERCIEL 2012 : 26).

Le but final de Harper, la mutation en profondeur du Canada vers une identité conservatrice, peut être atteint par les politiques publiques. Par exemple, le gouvernement a engagé une réforme de l'assurance-emploi pour mettre fin à une culture de « dépendance » et de « défaitisme » et favoriser une culture du *self reliance* et d'entrepreneuriat (*Radio Canada* 2014b, reportage 2, interview de Tom Flanagan). Il a amendé le code criminel pour redéfinir la loi sur la légitime défense. Cette initiative, très populaire dans la communauté asiatique, est en accord avec le programme conservateur de renforcement de l'ordre et de la sécurité et d'encouragement à la responsabilité individuelle (*Radio Canada* 2014b, reportage 3). Elle illustre également la stratégie de Harper, définie dès 2003, de renforcer le conservatisme au Canada en s'appuyant sur les minorités ethniques :

[...] a new approach can draw in new people. Many traditional Liberal voters, especially those from key ethnic and immigrant communities, will be attracted to a party with strong traditional views of values and family. (HARPER 2003 : 8)

On peut citer également la réorientation des programmes d'aide internationale pour favoriser les projets de développement économique et les accords commerciaux, plutôt que les simples programmes de lutte contre la pauvreté (*Radio Canada* 2014 b, reportage 5). Tout comme l'arrêt des financements de certains programmes fédéraux de recherche sur l'environnement (*Radio Canada* 2014 b, reportage 4). Ces politiques publiques témoignent de la priorité

donnée par le gouvernement Harper au développement économique, vu comme le moteur essentiel du développement social. On peut citer, enfin, l'augmentation massive des dépenses militaires (programmes de construction navale, achat d'avions de chasse...) qui témoignent de la priorité donnée à l'ordre et la sécurité, valeurs centrales du programme conservateur (IPPERCIEL 2012 : 34). Toutes ces politiques publiques, mises en œuvre depuis presque neuf ans, contribuent à refaçonner en profondeur la nature du Canada, dans le sens voulu par les Conservateurs.

Mais selon bien des commentateurs, c'est surtout par un travail de modification des symboles et des mythes nationaux que Stephen Harper espère pérenniser la mutation conservatrice du Canada. Selon Ipperciel, dans ce domaine, Stephen Harper entend agir par :

[...] la voie du symbolique, de l'imaginaire, voire de l'inconscient collectif. Ce n'est pas tant les concepts univoques et les théories explicites des universitaires qui sont ici visés (c'est-à-dire la dimension cognitive), mais les mythes et symboles, c'est-à-dire un ensemble indistinct d'intuitions qui forment la trame d'une identité nationale, voire d'un ethos national. (IPPERCIEL 2012 : 37).

C'est dans ce cadre qu'il faut comprendre le travail de réécriture de l'histoire canadienne mené par les Conservateurs et qui fait la part belle à la tradition militaire et à l'héritage monarchique du Canada. Cette entreprise est tout à fait en rapport avec le but premier de Harper qui n'est pas simplement de façonner un Canada économiquement conservateur, mais bien de faire redécouvrir au Canada ces valeurs morales et sociales qui étaient la base de son identité passée, et qui ont été érodées par les Libéraux. Il espère créer ainsi une crise morale susceptible de détruire la société canadienne :

Harper repeatedly described this leftist attack on tradition as “nihilistic,” an act of societal self-destruction. It is this sense of moral crisis that helps explain the Conservatives' preoccupation with the country's red-ensign draped, war-fighting past. The government's very visible and expensive celebration of this history is not aimed at winning short-term votes, but at creating a much broader base for conservatism by anchoring Canada in the metaphysical certainties of a more patriotic age when we fought for crown and country. (STARING 2013 : 46)

INTRODUCTION

Ainsi la réécriture du récit national qui fait du Canada un guerrier est un élément important de cette redéfinition de l'imaginaire collectif. Ce nouveau récit martial de la nation s'est exprimé à travers la fastueuse célébration de la Guerre de 1812, mais aussi via le nouveau guide d'étude pour l'examen de la citoyenneté (*Découvrir le Canada : Les droits et responsabilités liés à la citoyenneté*, 2009). Il apparaît de façon récurrente dans les discours de Stephen Harper, en particulier dans ses nombreux discours aux forces armées. Harper met en particulier l'accent sur la bataille de Vimy, présentée comme la légende originelle de la création du Canada :

Every nation has a creation story. The First World War and the battle of Vimy Ridge are central to the story of Canada. Because it was here for the first time that our entire army fought on the battlefield together. (HARPER 2007)

Ce choix de Vimy comme symbole de la création du Canada a été confirmé par la décision de représenter le mémorial de Vimy sur le nouveau billet de 20 dollars (IPPERCIEL 2012 : 40). La guerre est donc pour Stephen Harper le creuset où s'est forgée la nation canadienne. Mais cette glorification de la nation guerrière va aussi de pair avec la conviction que la force militaire donne au Canada la possibilité de défendre ses valeurs morales dans le monde. Ainsi, s'adressant aux soldats qui ont participé à l'intervention canadienne en Lybie, il rappelle :

This is the best of Canada's military tradition. For we are not a country that makes war for gain or for territory. We do not fight for glory, and if we covet honour, it is only a reputation for doing the right thing in a good cause. (HARPER 2011c)

Un autre aspect important de la redéfinition de l'imaginaire collectif canadien est la réaffirmation, après bien des années d'oubli, de la tradition monarchiste. Il s'agit là d'une tentative de revenir sur des années de prise de distance menée par les Libéraux, de Lester Pearson à Pierre Trudeau, pour retrouver la ferveur monarchiste de John Diefenbaker, voire, plus loin encore, de Sir John A. Macdonald. D'un point de vue symbolique, le gouvernement Harper a réintroduit le terme « royale » dans le nom officiel de la Marine et de l'Armée de l'air. Il a donné pour consigne aux ambassades d'exposer bien en évidence le portrait de la Reine. Stephen Harper lui-même ne manque pas une occasion de souligner la nature monarchique du Canada et son héritage britannique. Ainsi, en 2006, il a évoqué les origines anglaises et écossaises de sa propre

famille, avant de citer la célèbre expression de Churchill sur « le cercle d'or de la Couronne » qui unit le Canada à la Grande-Bretagne par des liens « plus flexibles que l'élastique, plus forts que l'acier et plus tendus que n'importe quel matériau connu de la science ». Il a lié les thèmes militaire et monarchiste en évoquant les « flammes de la guerre » qui ont forgé les liens entre les deux pays (HARPER 2006). Ce portrait d'une nation royaliste permet à Stephen Harper de réinventer le Canada d'un lointain passé pré-libéral, passé mythique où le pays était gouverné par les valeurs morales, l'ordre et l'honneur.

4 – Les contributions de nos auteurs

C'est donc à la fois par les politiques publiques et par la manipulation des symboles nationaux que Stephen Harper entend mener la mutation conservatrice du Canada. Les cinq articles de ce numéro spécial explorent ces deux versants de l'action des gouvernements de Stephen Harper dans plusieurs domaines.

L'article de Richard Nimijean et Anne Trépanier examine, à travers l'étude du nouveau passeport canadien, l'impact sur la représentation symbolique de la dualité canadienne. Après avoir argué que la reconnaissance de la dualité franco-anglaise du Canada a permis la construction de la Confédération, les auteurs étudient la remise en cause de cette dualité au niveau fédéral au cours du XX^e siècle, au point de sembler trahir la promesse d'égalité faite aux Canadiens français. Ils examinent ensuite la redéfinition de la Confédération comme entité multiculturelle et bilingue, avec une reconnaissance des Canadiens français non plus historique et ethnique, mais linguistique. Cela va de pair avec l'émergence d'une autre vision de la Confédération : non pas une Confédération de deux nations, mais une Confédération de plusieurs provinces égales. Stephen Harper est l'héritier de cette vision particulièrement forte à l'Ouest du Canada. Les auteurs arguent que, néanmoins conscient de la nécessité de garder le Québec au sein de la Confédération, Harper fait mine de respecter l'idéal de dualité. Mais loin de tenter, comme Brian Mulroney, une véritable reconstruction de la Confédération pour prendre en compte la spécificité du Québec, Harper se contente d'un habillage symbolique sans réalité, d'un « rebranding ». Celui-ci est particulièrement bien exprimé via le nouveau passeport canadien qui présente une identité nationale de référence à travers une série d'illustrations. Selon les auteurs, les images du Québec utilisées dans le passeport témoignent d'une volonté de s'appropriier l'histoire et le territoire du Québec pour les intégrer à une vision unitaire du Canada. Les

INTRODUCTION

symboles du Québec deviennent de simples éléments folkloriques d'une identité pancanadienne unifiée.

Comme celui de Richard Nimijean et Anne Trépanier, l'article de Weeks met l'accent moins sur les politiques publiques menées par le gouvernement Harper que sur la manipulation des symboles de la nation pour mettre en avant une lecture conservatrice du Canada. L'article explore les changements apportés par les gouvernements Harper aux monuments commémoratifs d'Ottawa. Le paysage commémoratif de la capitale fédérale est un instrument particulièrement important pour refaçonner l'imaginaire collectif de la nation. Il n'est donc pas étonnant de voir que les Conservateurs ont proposé des monuments commémoratifs qui glorifient les valeurs nationales qu'ils souhaitent soutenir. La tradition militaire du Canada, bien évidemment, reçoit donc une attention particulière, avec un nouveau monument dédié à la Guerre de 1812, tandis que le Mémorial national de la guerre est ré-dédié pour rendre hommage à la mission en Afghanistan et la contribution canadienne à la Guerre des Boers. L'auteur montre aussi que le gouvernement Harper préempte certains sites pour empêcher la construction de nouveaux bâtiments qui auraient rendu hommage à des grandes figures libérales.

L'article de Petra Dolata examine la politique de Stephen Harper en Arctique et évalue à la fois sa dimension symbolique et rhétorique, et la réalité des politiques publiques mises en place. En effet, pendant les campagnes de 2006 et 2008, les Conservateurs ont fait de l'Arctique un élément central de leur programme, et ont souligné le caractère nordique du Canada comme un trait crucial de son identité. Comme l'explique Dolata, l'affirmation de la nordicité du Canada et la défense de la souveraineté canadienne en Arctique, n'ont rien de particulièrement conservateur. Ce sont des éléments qui apparaissent également dans le discours libéral. Néanmoins, il semble que Stephen Harper ait voulu insister sur la dimension arctique du Canada pour créer une image nationale distincte de celle des Libéraux, et qui fait écho aux valeurs conservatrices. Il un construit un discours musclé sur la souveraineté et la sécurité (alors même que rien ne menace véritablement le Canada en Arctique), lance un appel au patriotisme et au militarisme, y trouve l'occasion de se distinguer des États-Unis, voire de les défier (occasion d'autant plus utile que par ailleurs Harper est souvent accusé d'un alignement servile vis-à-vis de la puissance américaine). La nordicité du Canada est ainsi devenue, dans le discours conservateur, un élément spécifique du Canada, au même titre que la monarchie et la tradition militaire. Un examen des politiques publiques des Conservateurs en Arctique relève à la fois l'influence de l'idéologie

conservatrice et une capacité à évoluer vers plus de pragmatisme. Ainsi, au départ, la politique conservatrice en Arctique donnait la préférence à une approche agressive, unilatérale et militariste, mettant avant tout l'accent sur la sécurité, l'augmentation de la présence militaire, tout en étant peu intéressée par la coopération avec le Conseil arctique et les peuples autochtones. Néanmoins, Dolata montre l'évolution qui existe depuis 2009, et qui, sans totalement remplacer la thématique sécuritaire et militariste, accorde plus de place à la coopération et au développement économique et humain. Petit à petit, la stratégie conservatrice intègre même le souci de la protection de l'environnement et fait plus de place aux peuples autochtones dans la gouvernance de l'Arctique. Néanmoins, la priorité donnée au développement des ressources, l'encouragement des initiatives individuelles et privées, et la contribution à la création d'un Conseil économique de l'Arctique comme instrument central du développement de la région, montrent que la politique arctique du gouvernement Harper reste fidèle à son idéologie conservatrice. L'examen de l'implication des Conservateurs en Arctique montre donc à la fois leur capacité à s'approprier un symbole de l'identité canadienne, et à mettre en place des politiques publiques inspirées de l'idéologie conservatrice, mais néanmoins capables d'un certain pragmatisme devant les réalités du terrain.

L'article de Marie Fall et Mamadou Dimé évalue l'impact des gouvernements Harper sur la présence canadienne en Afrique. Les auteurs rappellent que les principes de plus grande sélectivité, de réduction des budgets consacrés à l'aide internationale, de recentrage sur les intérêts économiques canadiens et de priorisation de l'approche sécuritaire, ont été introduits par les gouvernements libéraux de Jean Chrétien et Paul Martin, et sont la conséquence, d'une part de l'adoption d'une approche néo-libérale à partir des années 1990, et d'autre part du contexte international au début des années 2000 (attentats du 11 septembre et interventions militaires en Irak et en Afghanistan). Néanmoins, ces réorientations ont été renforcées par l'arrivée des Conservateurs en 2006, tant elles étaient en accord avec une idéologie conservatrice qui met l'accent sur les préoccupations économiques et la sécurité. Dès 2007, le gouvernement Harper fait un bilan très négatif des quarante années d'aide canadienne à l'Afrique, qui n'aurait que fort peu atténué la pauvreté sur le continent. La mesure proposée pour plus d'efficacité est de faire passer l'Agence canadienne de développement international (ACDI) sous la tutelle du Ministère des Affaires étrangères. C'est chose faite en 2013, et depuis 2011, le gouvernement Harper s'est attelé à réorganiser la politique canadienne en Afrique pour la placer en accord avec trois éléments centraux de l'idéologie conservatrice :

INTRODUCTION

- La réaffirmation des valeurs morales et religieuses : cela se traduit d'une part par un financement plus important pour les organismes à vocation religieuse (en particulier des ONG issus de l'Ouest canadien, qui associent à leur mission un volet dédié à l'évangélisation), et d'autre part par le développement de programmes dans le domaine de la santé maternelle et infantile, qui sont en harmonie avec les valeurs conservatrices de compassion morale et de soutien à la famille.
- Le renforcement des intérêts économiques du Canada. Les pays ciblés sont ceux qui offrent un potentiel dans le secteur des industries extractives et des ressources naturelles ainsi que des opportunités d'investissement et de partenariats d'affaires. Ainsi le Canada a lancé un programme qui promeut l'alliance entre ONG et entreprises minières canadiennes pour la mise en œuvre de programmes de développement.
- La priorité à la dimension sécuritaire : participation à la lutte contre le terrorisme dans certains pays africains, projet d'ouvrir des bases militaires canadiennes à Dakar et Nairobi.

L'étude des politiques publiques du Canada en Afrique montre donc une réorientation des priorités canadiennes dans le sens des valeurs conservatrices de moralisme, de sécurité et de militarisme, et d'une priorité à l'économie et au commerce.

On retrouve ce thème de la priorité accordée à l'économie dans l'article de Maria Teresa Gutiérrez Haces qui s'intéresse à l'exploitation des ressources naturelles, sujet ô combien crucial compte tenu des liens de Stephen Harper avec l'Alberta et son industrie pétrolière. Haces étudie les politiques initiées par le gouvernement Harper pour intensifier le soutien aux entreprises canadiennes dans le secteur des ressources naturelles, à la fois au Canada et dans le reste du monde. On compte notamment :

- Le retrait du protocole de Kyoto.
- La promotion à l'international des ressources naturelles et énergétiques du Canada ; grâce à un lobbying auprès des États-Unis pour la construction d'oléoducs qui garantiraient l'approvisionnement en pétrole (Keystone XL).

- L'encouragement des investissements étrangers dans le secteur des ressources naturelles au Canada (avantages financiers pour entrer à la Bourse des valeurs de Toronto, spécialisée dans les entreprises minières, faibles taux d'imposition sur les sociétés minières, crédits d'impôts...)
- La mise sous tutelle de l'ACDI, intégrée au Ministère des affaires étrangères et dont les programmes doivent désormais servir les intérêts économiques du Canada, en particulier ceux du secteur extractif.
- En réponse aux critiques sur leurs pratiques douteuses à l'étranger, on peut ajouter un travail de revalorisation de l'image des entreprises minières canadiennes, présentées comme socialement responsables et désormais associées aux programmes d'aide au développement.
- Le développement énergétique, minier et forestier des régions du Nord du Canada ; programmes d'information géographique et de prospection des territoires du Nord ; et un travail au sein des communautés autochtones pour susciter le soutien aux projets de développement.

Ces politiques s'appuient sur une approche donnant la priorité à l'économie et à l'exploitation des ressources naturelles, sans prendre en compte leurs effets négatifs sur les communautés locales ou l'environnement. Elles s'accompagnent d'un effort pour modifier le rapport des Canadiens aux ressources du Canada et à ses vastes territoires naturels et inviolés, lesquels font partie des symboles de l'identité canadienne.

Tous ces articles témoignent clairement de la volonté des Conservateurs de changer le Canada, à la fois par les politiques publiques, et de façon plus subtile, via un travail de réorientation des symboles et des valeurs qui fondent l'identité canadienne. Si les articles montrent que presque dix années de pouvoir conservateur ont permis de mettre en place des institutions et des politiques qui ont profondément marqué la société et l'économie du Canada, il n'est pas certain que Stephen Harper ait gagné son pari de faire du Canada un pays conservateur. Alors que s'ouvre la campagne pour les élections fédérales d'octobre 2015, et que le Nouveau parti démocratique qui défend une vision profondément différente du Canada, progresse dans les sondages, le débat promet d'être passionnant. Le résultat des élections permettra de jauger de la réalité du changement opéré par les Conservateurs de Stephen Harper sur l'identité canadienne.

INTRODUCTION

Bibliographie

BERCUSON, David and COOPER, Barry (1991), *Deconfederation: Canada without Quebec*, Toronto, Key Porter Books.

BOILY, Frédéric (2009), « Un néo conservatisme à la canadienne ? Stephen Harper et l'École de Calgary », in L. CARDINAL et J.-M. Lacroix (éds.), *Le Conservatisme : Le Canada et le Québec en contexte*, Paris, Presses de la Sorbonne Nouvelle, pp. 35-49.

CREIGHTON, Donald (1977), *Towards the Discovery of Canada: Selected Essays*, Toronto, Macmillan.

FLANAGAN, Tom and HARPER, Stephen (1998), “Conservative Politics in Canada: Past, Present and Future”, in W. D. GAIRDNER (ed.), *After Liberalism: Essays on Search of freedom, Virtue and Order*, Toronto, Stoddart, pp. 168-192.

GRANT, George (1965), *Lament for a Nation: The Defeat of Canadian Nationalism*, Toronto, McClelland and Stewart.

HARPER, Stephen (2003), “Rediscovering the Right Agenda”, *Citizens' Centre Report*, June, pp. 1-19.

---- (2006). “Address by the Prime Minister at the Canada-UK Chamber of Commerce”, July 14.

---- (2007), “Prime Minister Stephen Harper commemorates the 90th Anniversary of the Battle of Vimy Ridge”, April 9.

---- (2011a), “Victory Speech in Calgary”, May 2. Reproduced verbatim, *Policy Options*, June-July, pp. 10-11.

---- (2011b), “Address during the opening weekend of the Calgary Stampede”, July 9.

---- (2011c), “PM thanks members of the Canadian armed forces for their efforts to protect civilians in Libya”, September 1.

HOROWITZ, Gad (1965), “Tories, Socialists and the Demise of Canada”, *Canadian Dimension* 2, May-June, pp.12-15.

IPPERCIEL, Donald (2012), « Le tournant conservateur au Canada et le nouveau nation-building canadien », *Études canadiennes / Canadian Studies* 73, pp. 25-46.

IVES, Andrew (2009), « La transformation du conservatisme à la canadienne », in L. CARDINAL et J.-M. Lacroix (éds.), *Le Conservatisme : Le Canada et le Québec en contexte*, Paris, Presses de la Sorbonne Nouvelle, pp. 21-33

MORTON, William (1961), *The Canadian Identity*, Madison, University of Wisconsin Press.

RADIO CANADA (2014a), Désautels le dimanche, « Le Canada transformé par Harper », 19 octobre 2014. http://ici.radio-canada.ca/emissions/desautels_le_dimanche/2014-2015/chronique.asp?idChronique=352530. Consulté le 27/7/2015.

RADIO CANADA (2014b), Téléjournal, Raymond Saint-Pierre, « Le Canada de Stephen Harper », 10 novembre. <http://ici.radio-canada.ca/sujet/canada-harper>. Consulté le 27/7/2015.

STARING, Scott (2013), “Harper’s History”, *Policy Options*, February, pp. 42-48.

TAYLOR, Charles (1982), *Radical Tories: The Conservative Tradition in Canada*, Toronto, House of Anansi Press.

WHITAKER, Reg (2014), “Harper’s History: Does the Right Hand Know What the Other Right Hand is Doing?” *Labour/Le Travail* 73 (Spring), pp. 218-221.